

Le Projet de prévention et de réponse aux violences sexuelles basées sur le Genre a été lancé officiellement en début du week-end dernier, à Kinshasa, par la ministre du Genre, Famille et Enfant, Geneviève Inagosi. C'était lors d'un atelier qui a permis de s'assurer de l'appui de la Banque mondiale à travers le Projet « PRSS » ainsi que de l'UNFPA.

A cette occasion, la ministre du Genre, de la Famille et de l'Enfant a souligné la nécessité de conjuguer ensemble des efforts en vue d'une prise en charge de grande envergure des victimes de violences sexuelles et basées sur le Genre, sans sous-estimer les avancées réalisées dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre ces violences.

La ministre prenait la parole vendredi dernier en procédant personnellement au lancement officiel du projet de prévention et de réponse aux violences sexuelles et basées sur le Genre (VSBG) faites aux femmes, aux hommes, aux adolescents, aux jeunes, ainsi qu'aux enfants en République démocratique du Congo, au cours d'un atelier organisé à Kinshasa.

Geneviève Inagosi a évoqué aussi le rapport intitulé « Ampleur des violences sexuelles en République démocratique du Congo et actions de lutte contre le phénomène de 2011 à 2012 », publié par son ministère il y a un mois.

Selon elle, le document rend compte cette réalité avec des chiffres à l'appui. Outre les provinces de l'Est du pays, des cas récurrents des violences sexuelles sont également dénombrés, notamment à Kinshasa, Bandundu, Equateur, Katanga et Maniema.

De son côté, le directeur des opérations de la Banque mondiale, Eustache Quayono, a indiqué que son institution va soutenir directement les actions du gouvernement et autres partenaires dans la promotion des l'égalité du genre à travers le Projet d'appui à la réhabilitation du secteur de la santé (PARSS). La Banque mondiale s'engage aussi, a-t-il dit, à soutenir les actions de prévention des violences basées sur le Genre et la prise en charge des victimes de violences sexuelles dans cinq provinces et dix districts sanitaires couvrant une population de 12 millions d'habitants, rapporte l'Agence congolaise de presse (ACP).

Quant à M. Keita, représentant de l'UNFPA/RDC, il a fait allusion au récent rapport du ministère

du Genre relevant 11 278 cas de violences basées sur le Genre en 2011, et 18 076 en 2012, répartis sur l'ensemble de la République démocratique du Congo.

Pour les zones ciblées par ce projet, 2 411 cas ont été enregistrés en 2011 et 3 007 en 2012 dans les provinces appuyées par l'UNFPA, à savoir Kinshasa, Maniema, Katanga, Bandundu, Bas-Congo, a-t-il précisé. Ce projet, appuyé et financé par la Banque mondiale, a comme particularité d'intégrer les questions de genre dans les zones d'intervention du PARSS. Il a pour objectif de contribuer au renforcement des capacités des partenaires et du gouvernement pour prévenir et répondre aux violences basées sur le Genre.

Il consiste également à informer les décideurs et les leaders d'opinion du démarrage du projet dans cinq provinces et à finaliser le plan de mise en œuvre avec toutes les parties prenantes.